



OXFAM

EXEMPLES DE TRAVAIL SUR LA FISCALITÉ ET LE GENRE

mars 2019

Évaluation des impacts intersectionnels de la politique d'austérité au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, les organismes publics sont légalement tenus d'évaluer l'impact probable de leurs actions sur différents groupes d'individus. Le Trésor public britannique n'a pas publié d'évaluation d'impact sur l'égalité du budget de juin 2010 et des budgets ultérieurs, et ses analyses des dépenses ne contenaient que peu d'évaluations d'impact sur l'égalité – voire aucune. En 2016, le Parliamentary Women and Equalities Select Committee a critiqué le manque de transparence du Trésor public à cet égard, et a appelé à l'application de réformes. Pourtant, les documents associés au budget de 2017 ne contenaient aucune évaluation d'impact sur l'égalité.

Certains ministères ont publié occasionnellement des évaluations d'impact sur l'égalité de réductions ou de réformes de certains services et prestations, mais celles-ci étaient souvent de mauvaise qualité, et ne contenaient que peu d'éléments probants à l'appui des conclusions. Ces initiatives reposaient sur des consultations restreintes ou inexistantes et illustraient une compréhension limitée – ou un manque d'intérêt avéré – de l'impact sur l'égalité.

Face à ce constat, le UK Women's Budget Group, le Runnymede Trust, Coventry Women's Voices et RECLAIM ont publié une évaluation cumulée d'impact intersectionnel et en fonction du genre des réformes fiscales et appliquées aux prestations et aux dépenses publiques par le gouvernement britannique depuis 2010. Cette analyse, qui reposait sur des données qualitatives et quantitatives, était la première de ce type jamais menée.

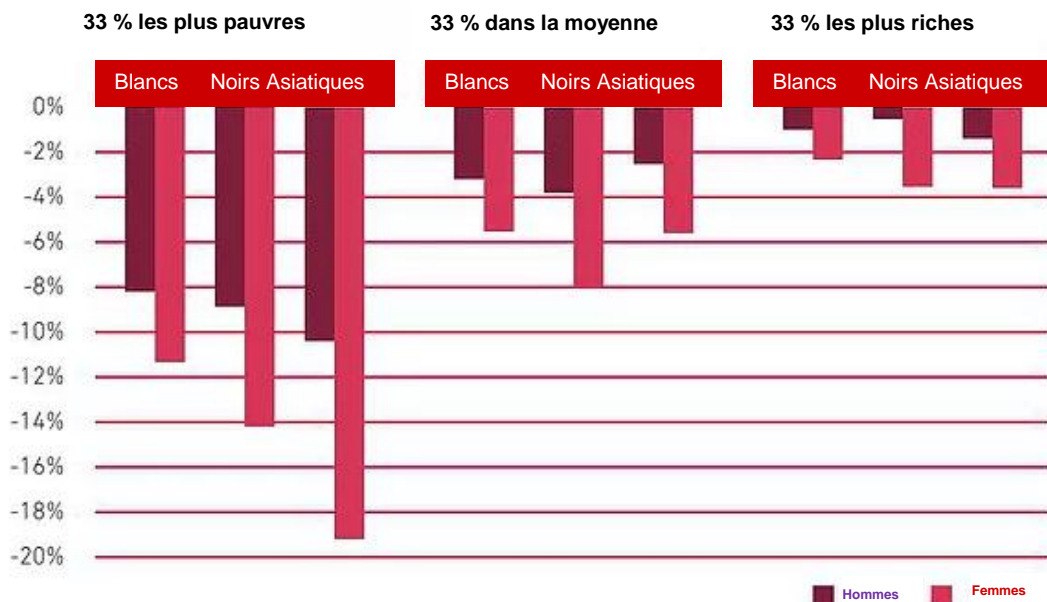
Les calculs des effets distributionnels des politiques fiscales et d'allocation (prestations, crédit d'impôt et Universal Credit) ont été effectués à l'aide d'un modèle de microsimulation taxe-prestation. Ce dernier s'appuie sur l'étude Family Resources Survey (FRS) afin d'analyser l'impact des impôts directs, des prestations, des crédits d'impôt et d'Universal Credit, ainsi que sur l'étude Living Costs and Food Survey (LCF) afin d'analyser l'impact des impôts indirects. Les informations fournies par les études FRS et LCF permettent de modéliser le paiement des impôts directs et le versement de prestations et de crédits d'impôt avec un niveau raisonnable de précision, soit à l'aide du système impôts/prestations actuellement en place, soit à l'aide d'un autre système choisi par l'utilisateur. Par exemple, l'utilisateur peut étudier l'impact potentiel d'une hausse de l'abattement individuel d'impôt sur le revenu. À l'aide d'un système « de base » et d'un ou plusieurs systèmes « réformés », le modèle peut produire différents types de données, par exemple :

- Coûts globaux de chaque système (c.-à-d. montant perçu par l'état sous forme d'impôts individuels directs et indirects, et montant reversé sous forme de prestations et de crédits d'impôt).
- Impacts distributionnels d'un système réformé par rapport au système de base (c.-à-d. évolutions des revenus des particuliers ou des foyers sous forme de liquidités et sous forme de pourcentage des revenus dans le système de base). Les effets distributionnels peuvent être décomposés en fonction de plusieurs variables différentes.
- Part des économies/coûts pour le gouvernement associés à une réforme spécifique ou à un ensemble de réformes financées par des types de familles particuliers ou en leur faveur.
- Impact moyen des réformes sur les revenus du foyer de types particuliers d'individus (par exemple enfants, adultes en âge de travailler ou retraités).

- Individus favorisés ou lésés par une réforme ou un ensemble de réformes (regroupés en fonction de l'importance du gain en liquidités ou en pourcentage).
- Impact des réformes sur les inégalités globales en matière de revenus disponibles des foyers et autres mesures (coefficient de Gini).
- Impact des réformes sur les taux de pauvreté des foyers et des enfants (à l'aide de différentes définitions, par exemple part des enfants sous la barre des 60 % du revenu médian).
- Impact des réformes sur le nombre de familles vivant avec moins que le revenu minimum décent.

Les conclusions révèlent que le tiers le plus pauvre de la population sera la tranche la plus lésée d'ici 2020 par les réformes fiscales et appliquées aux prestations ainsi que les réductions des dépenses entreprises depuis 2010. Les femmes seront plus lésées que les hommes, et les femmes issues de la communauté noire seront encore plus lésées que les autres. En termes de liquidités, les familles noires les plus pauvres devraient perdre 8 400 £ par an à cause des réformes fiscales et appliquées aux prestations et de la suppression des services. Concrètement, les femmes issues de la communauté noire, déjà plus susceptibles de vivre dans des foyers pauvres et d'être confrontées à de nombreux obstacles (notamment le sexisme et le racisme dans le monde du travail), et plus susceptibles de vivre dans des familles nombreuses avec des enfants à charge, tomberont dans la pauvreté à cause des mesures d'austérité, dont elles seront les principales victimes.

Impact individuel cumulé des réformes fiscales et appliquées aux prestations (pourcentage du revenu individuel net par année d'ici 2020) par groupes de revenus des foyers, sexe et origine ethnique (échantillon)



Pour obtenir plus d'informations, veuillez contacter Mary-Ann Stephenson, Directrice du UK Women's Budget Group à l'adresse maryann.stephenson@wbg.org.uk